



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.17/1995/L.5
25 avril 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Troisième session
11-28 avril 1995
Point 6 de l'ordre du jour

ÉTUDE DES GROUPES D'ÉLÉMENTS SECTORIELS : TERRES, DÉSERTIFICATION,
FORÊTS ET DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Projet de décision présenté par le Président

Mise en valeur durable des montagnes

1. La Commission est consciente du fait que les écosystèmes et milieux de montagne revêtent une importance capitale en tant que réserves exceptionnelles de diversité biologique et culturelle, d'eau et de minéraux. Les montagnes occupent au moins un cinquième des terres émergées et 10 % de la population mondiale, dont une majorité de pauvres, y vivent. Les écosystèmes de montagne sont complexes et fragiles, ont une géomorphologie unique, et sont très sensibles aux changements climatiques. Il convient donc d'adopter une approche globale et pluridisciplinaire du développement durable des montagnes, et de veiller à démarginaliser les montagnards et à les faire participer véritablement à l'utilisation et à la préservation des ressources des montagnes.

2. La Commission est consciente du fait que l'accès accru aux régions de montagne a entraîné une dégradation des ressources et, dans certains cas, une marginalisation économique et politique des communautés montagnardes. Afin d'inverser cette tendance et [d'éliminer] [de réduire] la pauvreté des montagnards, les stratégies de développement des montagnes doivent être axées sur le renforcement des capacités des communautés montagnardes afin que celles-ci exercent un contrôle accru sur la gestion et la préservation des ressources au niveau local et mènent des activités génératrices de revenus rationnelles et équitables. À cet égard, la Commission a pleinement conscience du rôle capital que jouent les femmes dans le domaine de l'exploitation et de la gestion durables des ressources; en conséquence, il convient d'étudier les besoins et difficultés spécifiques des femmes et d'y remédier. En outre, il faut appuyer les efforts visant à revaloriser la vie culturelle des communautés montagnardes et à encourager son expression, car la diversité culturelle des régions de montagne constitue une base solide sur laquelle peuvent reposer l'exploitation rationnelle et la préservation des ressources des montagnes; à

cet égard, la protection des [droits] [intérêts] des populations autochtones, y compris la reconnaissance de leur savoir, devrait faire partie intégrante du développement durable.

3. La Commission estime que l'on n'a pas pleinement mesuré la fragilité des écosystèmes de montagne et les conséquences néfastes que la dégradation de ces systèmes peut avoir sur les populations des hautes terres et des plaines. La Commission est consciente de l'importance que revêtent les montagnes en tant que source particulièrement fiable et principal réservoir d'eau douce pour l'humanité, et met en conséquence l'accent sur la nécessité de protéger de façon adéquate, tant sur le plan de la qualité que sur celui de la quantité, les ressources en eau des régions montagneuses. La Commission est consciente du fait qu'une couverture forestière stable joue un rôle essentiel de protection des établissements humains et des infrastructures dans les zones montagneuses. Elle recommande par ailleurs d'élargir le réseau de zones de montagne protégées afin qu'il englobe tous les types d'écosystèmes de montagne, de renforcer les capacités de gestion existantes dans les domaines de la préservation des écosystèmes de montagne, des espèces et de la diversité génétique, et d'encourager les collectivités locales et les organisations non gouvernementales à participer à la gestion de ces zones.

4. La Commission a conscience du fait que, si l'on veut assurer l'adoption d'une approche intégrée tenant compte de la complexité des écosystèmes de montagne et des questions socio-économiques en jeu, il faut renforcer les mécanismes institutionnels existants et enrichir le fonds de connaissances sur les écosystèmes de montagne, au moyen de travaux de recherche, de l'exploitation de bases de données, de la réalisation de projets pilotes, d'échanges d'informations, et d'un appui à la formation sur le plan national d'experts scientifiques et techniques et de spécialistes locaux de la gestion des ressources naturelles.

5. La Commission prie instamment les gouvernements intéressés, avec l'appui de la communauté internationale, d'établir et d'exécuter, dans les pays concernés, des programmes détaillés nationaux et/ou locaux de mise en valeur des montagnes, comme prévu au chapitre 13 d'Action 21¹, "Action pour les montagnes". Il s'agirait notamment de renforcer les capacités nationales de mise en valeur durable des montagnes et d'élaboration de plans d'action à long terme portant sur les montagnes. Des programmes et projets axés sur l'action devraient mettre l'accent sur le suivi à long terme des incidences écologiques, économiques et sociales des mesures prises. Les initiatives lancées en application du programme "Action pour les montagnes" devraient prévoir la formulation de stratégies de développement tenant compte des effets que peuvent avoir sur les communautés et les écosystèmes montagnards, entre autres, les systèmes de production et l'aménagement du territoire, le tourisme, les politiques de transport et les modes de production et d'utilisation de l'énergie. Ces initiatives devraient reposer sur une approche participative faisant intervenir

¹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

toutes les parties prenantes, notamment les exploitants agricoles, les femmes, les communautés locales et autochtones et les organisations non gouvernementales.

6. [Afin d'accélérer la mise en oeuvre de ces activités, la Commission demande instamment l'apport de ressources financières nouvelles ou supplémentaires et la mise en place d'une coopération technique, notamment par le biais du transfert de techniques écologiquement rationnelles.]

7. La Commission reconnaît également la nécessité de réexaminer le mouvement général et les prix coûtants des ressources et des services en provenance et à destination des régions de montagne, notamment l'eau, le bois et les produits non ligneux, ainsi que les produits des prairies, l'énergie, les ressources minérales, le tourisme, les services sociaux et les services publics. La Commission reconnaît également qu'une juste part des bénéfices tirés de l'utilisation des ressources des régions de montagne doit revenir aux populations et communautés locales.

8. La Commission note la nécessité d'étudier les corrélations existant entre le chapitre 13 et d'autres chapitres d'Action 21 et diverses conventions mondiales afin d'analyser dans quelle mesure les problèmes des régions de montagne peuvent être mieux pris en compte dans le cadre du suivi de ces programmes et instruments.

9. La Commission accueille avec satisfaction et appuie les efforts actuellement déployés pour établir et négocier des accords sous-régionaux et interrégionaux sur les zones de montagne et, à cet égard, note l'entrée en vigueur de la Convention européenne sur la protection des Alpes, qui constitue un exemple de la coopération qui peut s'instaurer entre des pays pour la protection des écosystèmes de montagne en application du paragraphe 13.8 c) d'Action 21.

10. La Commission demande aux gouvernements et à la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires à tous les niveaux pour [éliminer] [réduire] la pauvreté dans les régions de montagne, diversifier les économies montagnardes, protéger l'environnement et la sécurité alimentaire des communautés locales, renforcer les réseaux d'information et les bases de données à l'échelle mondiale, s'attaquer aux problèmes écologiques et offrir aux populations de nouvelles sources de revenus à l'intérieur des cadres institutionnels voulus.

11. La Commission prie instamment les gouvernements et les organisations intéressées, notamment le secteur privé, de promouvoir les initiatives de sensibilisation, en particulier par le biais de consultations intergouvernementales régionales. Une réunion internationale à plus grande échelle, à laquelle participeraient les organismes pertinents des Nations Unies, pourrait faciliter les échanges d'objectifs, de résultats et de données d'expérience en matière de développement durable dans les différentes régions de montagne.
